



FR

Cette action est financée par l'Union européenne

ANNEXE 1

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2016)7053 du 31.10.2016 relative au programme d'action annuel 2016 (première partie) en faveur de la République de Côte d'Ivoire à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document d'action concernant le « Contrat de bonne gouvernance et de développement de la Côte d'Ivoire »

1) Le tableau de la première page est remplacé comme suit :

1. Intitulé/acte de base/numéro CRIS	Contrat de bonne gouvernance et de développement de la Côte d'Ivoire Numéro CRIS: CI/FED/037-942 financé par le 11 ^e Fonds européen de développement (FED)			
2. Zone bénéficiaire de l'action/localisation	République de Côte d'Ivoire L'action sera menée à l'endroit suivant : République de Côte d'Ivoire			
3. Document de programmation	11e Fonds Européen de Développement – Programme Indicatif National (PIN) pour la période 2014-2020			
4. Secteur de concentration/domaine thématique	Gouvernance	Aide Publique au Développement : OUI		
5. Montants concernés	Coût total estimé du programme: 89 352 631 EUR dont - 81 000 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et - 8 300 000 EUR au titre de l'appui complémentaire, y inclus la communication et les audits et évaluations et les imprévus La présente action fait l'objet d'un cofinancement parallèle de la part du pays partenaire pour un montant de 52 631 EUR.			
6. Modalités d'aide et modalités de mise en œuvre	Gestion directe: Appui budgétaire ; Subventions – appel à propositions Gestion indirecte avec le pays partenaire Gestion indirecte avec une agence d'un État membre ou organisation internationale Gestion indirecte avec une agence d'un État membre ou organisation internationale			
7. a) Code CAD	51010 - Aide relative au soutien budgétaire général			
b) Principal canal de distribution	12 000 – Gouvernement du bénéficiaire			
8. Marqueurs (issus du formulaire CRIS CAD)	Objectif stratégique général	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Développement de la	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X

	participation/bonne gouvernance			
	Aide à l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre hommes et femmes (y compris le rôle des femmes dans le développement)	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	X	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de Rio	Non ciblé	Objectif important	Objectif principal
	Diversité biologique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique	X	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Programmes phares thématiques «Biens publics mondiaux et défis qui les accompagnent»	s. o.			
10. Objectifs de développement durable (ODDs)	<u>Objectifs de développement durable principaux</u> - ODD 1 : Éliminer l'extrême pauvreté et la faim. - ODD 10 : Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre. - ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. <u>Objectif de développement durable secondaire</u> - ODD 16: Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.			

RESUME

Cette partie demeure inchangée.

1 CONTEXTE

1.1 Contexte national

2) Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de la section :

« Des élections présidentielles auront lieu en Côte d'Ivoire fin octobre 2020 (premier tour, 31 octobre). Cette élection représente un test crucial pour la stabilité et la gouvernance du pays et un défi pour le processus de consolidation de la démocratie. L'histoire récente du pays a été marquée par une violence généralisée qui a entraîné l'éclatement de violences postélectorales début 2011 suite à l'élection présidentielle de 2010. »

1.1.1 Évaluation de la politique publique et cadre stratégique de l'UE

Cette partie demeure inchangée.

1.1.2 Analyse des parties prenantes

3) La partie prenante suivante est ajoutée en fin de liste :

- la Commission électorale indépendante.

1.1.3 Domaines d'appui prioritaires/analyse des problèmes

4) Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de la section :

« **Élections** : Plusieurs éléments essentiels du processus électoral en Côte d'Ivoire restent fortement marqués par l'héritage d'un passé politique tourmenté avec lequel le pays n'est pas encore parvenu à opérer une rupture. Les insuffisances concernent principalement les éléments suivants : la réforme de la Commission électorale indépendante, la révision de la législation électorale (Code électoral), le fichier électoral, le Conseil constitutionnel et la participation politique des femmes. Seule des modifications circonstanciées ont été apportées sans véritable volonté de réforme malgré des propositions avancées par certains qui n'ont pas abouti. L'UE a consacré une grande attention à l'observation des élections dans le pays avec deux missions d'observation électorale européennes (élections présidentielles de 2000 et 2010) et quatre missions d'expertise (élections législatives en 2011, élection présidentielle 2015, ainsi que deux missions pour l'identification et l'enregistrement des électeurs, la dernière ayant eu lieu en 2015). Les recommandations formulées sont toujours d'actualité. »

1.2 Autres domaines d'évaluation

1.2.1 Valeurs fondamentales

Cette partie demeure inchangée

1.2.2 Politique macroéconomique

Cette partie demeure inchangée

1.2.3 Gestion des finances publiques (GFP)

Cette partie demeure inchangée.

1.2.4 Transparence et contrôle du budget

Cette partie demeure inchangée

2 RISQUES ET HYPOTHESES

5) Les éléments suivants sont ajoutés au risque « démocratie »:

Risques	Niveau de risque Elevé/Modéré/ Faible	Mesures d'atténuation
Risques politiques		
(...) élections perturbées par la violence et/ou peu inclusives, et/ou transparentes, et/ou correctes.	M	- Appui technique à la Commission électorale indépendante, dialogue politique avec celle-ci et les partis politiques et les organisations de la société civile, concertation avec les Etats Membres pour prendre des positions communes en cas de dérapages.

3 ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

3.1 Enseignements tirés

Cette partie demeure inchangée.

3.2 Complémentarité, synergie et coordination des donateurs

6) Le paragraphe suivant est ajouté au texte en avant-dernier paragraphe:

Pour ce qui concerne le processus électoral 2020, un groupe de Partenaires techniques et financiers consacré aux élections a été mis en place suite à la Needs Assessment Mission des Nations unies en novembre 2019. Ce groupe, co-piloté par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Délégation de l'Union européenne en Côte d'Ivoire représente un important cadre de coordination et d'échanges type « donor-donor ». Les autres membres sont les suivants: les États-Unis/USAID, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France/Agence française de développement (AFD), le Royaume-Uni, la Suisse, le Japon/Japan International Cooperation Agency, le Canada, l'Union Africaine, le Peace-Building Fund des Nations unies et les Fondations allemandes. Par ailleurs, la stratégie de mise en œuvre de l'appui technique à la Commission électorale indépendante préconise la mise en place d'un Comité de pilotage comprenant tous les donateurs et la partie nationale ainsi qu'un Comité technique.

3.3 Questions transversales

Cette partie demeure inchangée.

4 DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

7) Le résultat suivant est ajouté en fin de liste :

- R10: La Commission électorale indépendante est techniquement plus efficace, transparente et conforme aux standards internationaux dans la préparation des élections.

4.2 Principales activités

4.2.1 Appui budgétaire

Cette partie demeure inchangée.

4.2.2 Appui complémentaire

8) Le point suivant est ajouté au texte :

(iv) un appui à la Commission électorale indépendante en tant qu'organe de contrôle et d'organisation des élections via le PNUD.

4.3 Logique d'intervention

9) Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de la section :

« En vue des élections présidentielles d'octobre 2020 qui comportent un risque important de déstabilisation politique et sociale et ainsi de compromettre les progrès accomplis sous ce programme, l'appui complémentaire prévoit un appui à la Commission électorale indépendante en tant qu'organe de contrôle. À l'issue de six mois de dialogue en dents de scie entre le gouvernement, l'opposition et la société civile, l'Assemblée nationale a adopté le 30 juillet 2019 la loi recomposant la Commission électorale indépendante. Suite à une demande du gouvernement ivoirien aux Nations unies le même mois, un projet d'assistance a été signé entre les autorités et le PNUD en janvier 2020 pour contribuer au processus de recensement et à l'organisation des élections présidentielles et législatives. »

5 MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Cette partie demeure inchangée.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Cette partie demeure inchangée.

5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire

5.3.1 Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire

Cette partie demeure inchangée.

5.3.2 Critères de décaissement de l'appui budgétaire

Cette partie demeure inchangée.

5.3.3 Modalités de l'appui budgétaire

Cette partie demeure inchangée.

5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire d'un appui budgétaire

5.4.1 Subventions : appel à propositions "renforcement des capacités d'analyse de la société civile en matière de finances publiques", Gestion directe

Cette partie demeure inchangée.

5.4.2 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre ou organisation internationale

Cette partie demeure inchangée.

5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire

Cette partie demeure inchangée.

10) La section suivante est ajoutée :

5.4.4 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre ou organisation internationale

Une partie de la présente action se rapportant à l'objectif spécifique 2 sur le renforcement de capacité des instituts de contrôle peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le PNUD. Cette mise en œuvre vise à renforcer les capacités de la Commission électorale indépendante en tant qu'organe de contrôle des élections pour des scrutins présidentiels et législatifs apaisés et transparents en 2020-2021.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: expérience et expertise dans la gestion des projets d'assistance technique électorale et entité désignée par les Nations unies et acceptée par le gouvernement ivoirien pour la mise en œuvre d'un projet d'appui technique au processus électoral 2020. Le projet suivra les lignes d'action convenues par la Commission européenne et le PNUD dans les « EC-UNDP Guidelines for Electoral Assistance ».

Ce mode de mise en œuvre se justifie car le PNUD répond aux demandes nationales de renforcement de capacités de gouvernance en appuyant les élections et les référendums depuis trois décennies dans différents pays. En Côte d'Ivoire, il fournit un appui électoral depuis 2005 ayant conduit à des progrès satisfaisants sur le plan de la transition politique. Il a déjà bénéficié d'un financement UE de 1 500 000 EUR en 2013 en vue d'appuyer le renforcement du dialogue socio-sécuritaire.

La Commission autorise la reconnaissance de l'éligibilité des frais supportés à compter du 1^{er} avril 2020 car le projet d'appui technique au processus électoral 2020 mis en œuvre par le PNUD a été signé le 30 janvier 2020. Compte tenu des échéances de la phase de préparation technique du scrutin présidentiel, cette action a démarré début février 2020.

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Cette partie demeure inchangée.

5.6 Budget indicatif

11) Le tableau est remplacé par le tableau suivant :

	Contribution de l'UE (en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
5.3. Appui budgétaire Contrat de bonne gouvernance et de développement (Résultats 1 à 8)	81 000 000	s.o.
5.4. Mesures complémentaires¹	7 300 000	52 631
5.4.1. Subventions : appel à propositions « renforcement des capacités d'analyse de la société civile en matière de finances publiques » – gestion directe (Résultat 9)	1 000 000	52 631
5.4.2. – Gestion indirecte avec Expertise France (Résultat 7)	1 800 000	s.o.
5.4.3. – Gestion indirecte avec la République de Côte d'Ivoire - Contrat de service (Programme d'appui à la gouvernance, phase 1 et 2) - (Résultat 1 et 8)	3 500 000	s.o.
5.4.4. – Gestion indirecte avec le Programme des Nations unies pour le développement Appui aux élections (Résultat 10)	1 000 000	
5.9 Évaluation, 5.10 – Audit	600 000	s.o.
5.11 – Communication et visibilité	150 000	s.o.
Provision pour imprévus	250 000	s.o.
Totaux	89 300 000	52 631

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Cette partie demeure inchangée.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Cette partie demeure inchangée.

5.9 Évaluation

Cette partie demeure inchangée.

5.10 Audit

Cette partie demeure inchangée.

¹ Montant couvre les points 2.2.1, 2.2.2 et 2.2.3 et 2.2.4 uniquement.

5.11 Communication et visibilité

Cette partie demeure inchangée.

6 CONDITIONS PREALABLES

S.O.